

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 09/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DOMAINE DES BRIANES SARL**

Chez Thiboire  
17260 Tazac

Références : 2025\_1512\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007205500

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement DOMAINE DES BRIANES SARL implanté Chez Thiboire 17260 Tazac. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOMAINE DES BRIANES SARL
- Chez Thiboire 17260 Tazac
- Code AIOT : 0007205500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

\* L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 à exploiter:

- deux unités de distillation composée chacune de 2 alambics d'une capacité de charge de 25 hl chacun, soit une capacité de charge totale de 100 hl et une capacité de production de 2300 l/j.

Il est classé sous la rubrique 2250 sous le régime de l'Autorisation mais à Enregistrement depuis l'évolution de la nomenclature en 2010.

- des stockages d'alcool de bouche d'une capacité maximale de stockage de 270 m<sup>3</sup>

Il est classé sous la rubrique 4755 sous le régime de la Déclaration.

- une installation de préparation et conditionnement de vin d'une capacité annuelle de production de 10 250 hl.

Il est classé sous la rubrique 2251 sous le régime de la Déclaration.

\* Cet établissement dispose aussi des 3 chais à pineau non classés suivant:

-Chai à pineau ( à coté du chai cognac 2A): 1685 hl

-Chai à pineau 1 B: 800 hl

-Chai à pineau 2 B : 5237 hl

\* Conformément à la lettre de donner acte en date du 6/10/2024, cet établissement dispose également pour chaque unité de distillation d'un réservoir de gaz de 3,2 t soit un total de 6,4 t.

Il est classé sous la rubrique 4718 sous le régime de la Déclaration Contrôle.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Épandage
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Évacuation des fumées	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
16	Plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 71.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
17	Programme prévisionnel d'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 71.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
19	Cessation partielle d'activité	Code de l'Environnement Article R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks et respect des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 2 et 3	Sans objet
2	Cuves de gaz inflammables	Lettre du 06/10/2014	Sans objet
4	vérification périodique des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3	Sans objet
5	Vérification périodique DENFC	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3	Sans objet
6	Construction et comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	Sans objet
8	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	Sans objet
9	Accessibilité des installations au service d'incendie et de secours	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.5.1	Sans objet
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1 et 2.8.2	Sans objet
11	Gestion des débordements	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1	Sans objet
13	Épandage des vinasses	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.3	Sans objet
14	Stockage des vinasses	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.4	Sans objet
15	Étude préalable à l'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.2	Sans objet
18	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater la mise hors service de la 2<sup>ème</sup> distillerie depuis

2020.

Le site n'utilise désormais qu'une distillerie équipée de 2 alambics de 25 hl portant ainsi la capacité maximale de production à 50 hl soit 30 hl/j.

Cette distillerie se situe 5 rue de la Parge – Chez Thiboire – 17260 TANZAC ; cette adresse sera désormais celle de son exploitation ; l'adresse du siège social restant 23 rue des Briannes – Chez Thiboire – 17260 TANZAC.

La SARL du Domaine des Brianes passe donc du régime de l'Autorisation au régime de la Déclaration sous la rubrique 2250.

La présente visite d'inspection a également permis de constater la présence d'une unique citerne de gaz située à côté du chai 2A et alimentant la 2<sup>ème</sup> distillerie qui n'est plus en fonctionnement depuis 5 ans.

Par mail du 27/11/2025, l'exploitant informe l'inspection de la mise en sécurité du site par l'enlèvement de la cuve de propane le 17/11/2025 par la société Antargaz.

La SARL du Domaine des Brianes passe donc du régime de la Déclaration Contrôle au régime Non Classé sous la rubrique 4718 du fait de la présence désormais d'une seule cuve de GPL de 3,2 t.

Au vu de ce changement dans sa situation administrative, l'exploitant a déposé un porter à connaissance en vue de l'actualisation de son arrêté préfectoral le 27/11/2025.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint pour acter cette modification. L'exploitant dispose de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

En outre, un nombre très élevé d'observations (67) a été constaté sur les rapports de vérification des installations électriques du site.

Il est donc demandé à l'exploitant de faire réaliser les travaux de mise en conformité dans un délai de 3 mois et de mettre en place un suivi des opérations de maintenance.

Enfin, dans le cadre de l'épandage des vinasses, l'exploitant doit procéder à la révision de son plan d'épandage conformément à sa nouvelle situation administrative. Il doit également réaliser un programme prévisionnel d'épandage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks et respect des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  * <u>Rubrique 2250</u> : Régime Autorisation Capacité maximale de production: 2300l/j Distillerie N°1: 2 alambics de 25 hl de charge Distillerie N°2: 2 alambics de 25 hl de charge  * <u>Rubrique 2251</u> : Régime Déclaration -Chai à vin : 4 cuves inox de 500 hl 3 cuves fibre de 300 hl

15 cuiviers béton de 150 hl  
8 cuiviers béton de 250 hl  
5 cuves fer de 300 hl  
6 cuves fibre de 600 hl  
soit au total : 10250 hl

\* Rubrique 4755 (ex 2255): Régime Déclaration  
capacité maximale de stockage: 270 m<sup>3</sup>  
chai de distillation: 480 barriques et 21 tonneaux  
surface: 855 m<sup>2</sup>

#### **Constats :**

\* Concernant la distillerie:

L'exploitant indique à l'inspection n'utilisait aujourd'hui qu'une seule distillerie (N°1) située 5 rue de la Parge - 17260 TANZAC équipée de 2 alambics de 25 hl.

La deuxième distillerie située 21 rue des Brianes - 17260 TANZAC n'est plus utilisée depuis 5 ans.

L'inspection a constaté l'arrêt de la 2<sup>ème</sup> distillerie ainsi que la présence de 2 alambics de 25 hl dans la 1<sup>ère</sup> distillerie portant ainsi la capacité maximale de production à 50 hl soit 30 hl/j.

Cette modification de la rubrique 2250 a pour conséquence de faire passer cette installation du régime de l'Autorisation au régime de la Déclaration.

L'exploitant a fait parvenir à l'inspection comme demandé le jour de la visite un porter à connaissance le 27/11/2025 daté du 24/11/2025 notifiant ce changement.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC) joint au présent rapport est donc proposé par l'inspection.

\* Concernant le stockage de vins:

L'inspection a constaté au sein du chai de vinification 4B la présence de 5 citernes de 100 hl soit un total de 500 hl correspondant à une production de 9400 hl/an.

L'état des stocks constatés est donc conforme à l'arrêté préfectoral du 9/07/2009.

\* Concernant le stockage d'alcools de bouche:

L'exploitant a présenté un registre de suivi mentionnant la répartition suivante:

- Chai à cognac 2A (construit en 2015): 2770 hl soit 277 m<sup>3</sup> (2 citernes de 200 hl, 858 barriques de 228 litres, 96 barriques de 400 litres)

- Chai à cognac 3B (construit en 2021): 1644 hl soit 164,40 m<sup>3</sup>

(2 citernes de 200 hl, 98 barriques de 228 litres, 201 barriques de 400 litres, 23 barriques de 270 litres, 1 tonneau de 48 hl, 1 tonneau de 50 hl, 1 tonneau de 60 hl, 1 tonneau de 59 hl, 1 tonneau de 69 hl, 1 tonneau de 68 hl, 1 tonneau de 87 hl, 1 tonneau de 104 hl et 1 tonneau de 10 hl)

SOIT un total de 441,40 m<sup>3</sup>

L'état des stocks constatés est donc conforme à l'arrêté préfectoral du 9/07/2009.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection transmet son rapport accompagné du projet d'APC suite au PAC déposé le 27/11/2025.

L'inspection demande à l'exploitant dans le cadre du contradictoire de faire parvenir ses observations sur ce projet d'APC et, ce dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, l'arrêté sera transmis à Monsieur le préfet pour signature.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 Cuve de gaz inflammable

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 06/10/2014
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, cuve de propane
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Lettre de donner acte du 6/10/2014:</u> rubrique 4718 " chaque unité de distillation dispose d'un réservoir de gaz de 3,2 T soit un total de 6,4 T"
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence d'une citerne de gaz située à côté du chai 2A et alimentant la 2 <sup>ème</sup> distillerie qui n'est plus en fonctionnement depuis 5 ans. Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à la mise en sécurité du site par l'enlèvement de la cuve de propane. Par mail du 27/11/2025, l'exploitant informe l'inspection du retrait de cette citerne. Ce retrait a été effectué le 17/11/2025 par Antargaz. Une fiche de reprise citerne a été communiquée à l'inspection.  Ce retrait modifie le classement ICPE du site pour la rubrique 4718 et a pour conséquence de faire passer cette installation du régime de la Déclaration Contrôle (DC) à un régime Non Classé (NC) et permet par ailleurs de confirmer l'arrêt définitif de la 2 <sup>ème</sup> distillerie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  1) <u>Par mail du 22/10/2025, l'exploitant communique à l'inspection:</u>

<p>- <u>le rapport de vérification et le Q18 établi par l'organisme Bureau Veritas en date du 22/10/2024 concernant les chais de stockage et mentionnant les observations suivantes :</u></p> <p>* <b>4 observations</b> récurrentes datant depuis 2017 et engendrant un risque d'incendie et d'explosion :</p> <p>° <u>Coffret de coupure extérieur</u> :</p> <p>- modifier le raccordement en aval de l'interrupteur - le raccordement de sections différentes est interdit</p> <p>- protéger contre les surintensités le circuit du voyant</p> <p>° <u>Éclairage de sécurité</u> : remettre en état de fonctionnement le dispositif de mise à l'état de repos de l'éclairage de sécurité (observation inscrite depuis 2023)</p> <p>° réaliser la liaison équipotentielle supplémentaire sur les cuves métalliques (observation inscrite depuis 2017)</p> <p>- <u>le rapport de vérification établi par l'organisme Bureau Veritas en date du 21/10/2024 concernant le bâtiment d'exploitation</u> : présence de <b>63 observations</b> datant depuis 2016</p> <p>2) <u>Levée des observations:</u></p> <p>L'exploitant découvre et, ce suite aux interrogations de l'inspection, le nombre anormalement élevé d'observations mentionnées sur le rapport de vérification.</p> <p>Ce dernier indique ne pas avoir de personne référente au sein de son établissement pour mettre en place un réel suivi des opérations de maintenance.</p> <p>Eu égard au risque incendie engendré par cette négligence, l'exploitant s'engage à:</p> <p>- accompagner avec son électricien le vérificateur lors de la prochaine vérification des installations électriques prévue le 4/11/2025</p> <p>- faire réaliser les travaux dans les 3 mois suivants cette vérification</p> <p>- mettre en place un tableau de suivi des opérations de maintenance et/ou de mentionner sur le rapport en face de chaque observation la date des travaux réalisés.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie:</p> <p>- du rapport de vérification du 4/11/2025</p> <p>- de la facture mentionnant les travaux réalisés afin de lever la totalité des observations mentionnées sur le rapport de vérification</p> <p>L'inspection demande, en outre, à l'exploitant de mettre en place un tableau de suivi des opérations de maintenance et/ou de mentionner sur le rapport en face de chaque observation la date des travaux réalisés.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
--

**N° 4 : vérification périodique des extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, extincteurs



<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Extincteurs</b> ...Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection une facture de la société VIAUD situé à Echiré (79410) indiquant la réalisation de la vérification périodique en date du 12/11/2024 de la totalité des extincteurs du site.  L'inspection a constaté la mention de cette vérification au sein du registre de sécurité ainsi que le respect de la périodicité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Vérification périodique DENFC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m <sup>2</sup> (non comprises les surfaces fusibles).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de vérification des Dispositifs d'Évacuation Naturelle de Fumée et de Chaleur (DENFC) en date du 12/11/2024 réalisé par la société VIAUD situé à Echiré (79410). L'inspection a constaté la mention de cette vérification au sein du registre de sécurité ainsi que le respect de la périodicité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Construction et comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ouvertures/issues
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les portes extérieures des chais sont E30 (pare-flammes degré une demi-heure), s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances. De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant

tout écoulement vers l'extérieur de liquides inflammés ou non...
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté au sein des chais 2A et 3B:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de portes extérieures EI 60</li> <li>- l'ouverture vers l'extérieur desdites portes</li> <li>- leur manœuvrabilité de l'intérieur en toutes circonstances</li> <li>- la présence d'un seuil évitant ainsi tout écoulement vers l'extérieur de liquides inflammés ou non.</li> </ul> <p>Les portes extérieures sont donc conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 relatif aux installations à déclaration et classées sous la rubrique 4755.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Évacuation des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>La surface des exutoires de fumées est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 m<sup>2</sup> minimum de surface utile d'exutoire, pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>.</li> <li>- (...).</li> </ul> <p>Les exutoires sont de plus à déclenchement automatique (fusible).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté au sein des chais 2A et 3B ayant chacun une superficie inférieure à 300 m<sup>2</sup> la présence d'un dispositif de désenfumage présentant les caractéristiques suivantes:</p> <p><b>* Chai 2A</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) une commande d'ouverture manuelle située au milieu du chai et non à proximité des accès</li> <li>2) une surface des exutoires de fumées de 1 m<sup>2</sup> minimum de surface utile d'exutoire</li> <li>3) un doute existait quant au fait que la commande d'ouverture soit à la fois manuelle et automatique.</li> </ol> <p>Par mail du 27/11/2025, l'exploitant informe l'inspection que suite au contrôle annuel de leur prestataire, ce dernier a indiqué que l'exutoire de désenfumage est manuel et automatique par le biais d'un système de thermofusible qui se déclenche sous l'effet de la chaleur.</p> <p>Les points 2 et 3 sont donc conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 relatif aux installations à déclaration et classées sous la rubrique 4755.</p> <p>Le point 1 est, par contre, non conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 sus-cité.</p>

<p>* <u>Chai 3B</u>:</p> <p>1) une commande d'ouverture manuelle située à proximité des accès</p> <p>2) une surface des exutoires de fumées de 1 m<sup>2</sup> minimum de surface utile d'exutoire</p> <p>3) un exutoire de désenfumage manuel et automatique</p> <p>L'ensemble des points est donc conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 supra.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de positionner la commande d'ouverture manuelle du désenfumage à proximité des accès au sein du chai 2A</li> <li>- de lui communiquer une photo montrant le nouvel emplacement de cette commande.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Aménagement des stockages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Allées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations ...) permet une libre circulation du personnel et des services de secours.</p> <p>En particulier, l'aménagement des installations de stockage respecte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Allée principale (centrale ou latérale) : largeur minimale de 2 m.</li> <li>* Installations de stockage (rime, rack, rangée de tonneaux ou cuve ...), la profondeur par rapport à une allée principale n'excède pas 15 m.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté au sein des chais 2A et 3B :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une libre circulation du personnel et des services de secours du fait d'une bonne implantation des installations de stockage</li> <li>- une largeur de 2 m de l'allée principale</li> <li>- une profondeur par rapport à l'allée principale de 15 m</li> </ul> <p>L'aménagement des stockages au sein des 2 chais est donc conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 relatif aux installations à déclaration et classées sous la rubrique 4755.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Accessibilité des installations au service d'incendie et de secours

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.5.1</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Installations de stockage de moins de 300 m²</u></b> L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle comporte au moins une façade accessible par une voie engin pour les bâtiments de moins de 8 mètres de hauteur, et d'une voie échelle pour les autres.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les chais 2A et 3B sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils comportent, en outre, une façade accessible par une voie engin nécessaire pour les bâtiments de moins de 8 mètres de hauteur. L'accessibilité des installations de stockages sont donc conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 relatif aux installations à déclaration et classées sous la rubrique 4755.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1 et 2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand récipient, - 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.  <b><u>Installations de stockage de moins de 300 m²</u></b> La rétention peut être interne au chai. Dans le cas contraire, elle respecte les dispositions du paragraphe 2.8.3 ci-dessous.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les chais 2A et 3B sont en rétention interne dont le volume est égal à 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.  La rétention des chais 2A et 3B est donc conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9/06/2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018 relatif aux installations à déclaration et classées sous la rubrique 4755.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Gestion des débordements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Écoulements des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la propriété des tiers,</li> <li>- un réseau souterrain public,</li> <li>- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,</li> <li>- d'autres installations de stockage,</li> <li>- les points d'eau des services de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les effluents chais 2A et 3B en cas de débordements ne peuvent pas s'écouler vers:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la propriété des tiers,</li> <li>- un réseau souterrain public,</li> <li>- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,</li> <li>- d'autres installations de stockage,</li> <li>- les points d'eau des services de secours.</li> </ul> <p>La gestion des débordements de ces 2 chais est donc conforme à l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 9 juin 2008 modifié par arrêté préfectoral du 12/02/2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Aire de chargement/déchargement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, aire de dépotage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires sont implantées sur le site.</p> <p>Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers le système d'extinction des effluents des installations de stockage ou autre dispositif équivalent. En aucun cas les effluents déversés ne peuvent se diriger vers les installations de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'aire de dépotage des chais 2A et 3B se situe à l'intérieur du site et est associée à une prise de terre pour les citernes.</p> <p>En cas de déversements accidentels au niveau de l'aire, les écoulements du chai 3B sont déportés vers le bassin à vinasse d'une capacité de 324 m<sup>3</sup> via un regard extérieur.</p> <p>Les écoulements du chai 2A sont, eux, déportés vers un bassin à vinasses utilisé en tant que bassin de rétention situé à côté du chai 2A: ce dernier n'est toutefois pas entretenu (présence de ronces autour) et contient actuellement des eaux de pluie.</p> <p>En outre, aucune consigne de mise à la terre n'est affichée à côté de l'aire de dépotage.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection demande à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un affichage des consignes de mise à la terre</li> <li>- de procéder au nettoyage du bassin à vinasses/rétention proche du chai 2A ainsi que de ses abords</li> <li>- lui transmettre une photo des actions correctives décrites ci-dessus</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 13 : Épandage des vinasses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épandage des vinasses
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité épandue n'excède pas 60 m <sup>3</sup> /ha/an de vinasses mélangées le cas échéant avec des effluents vinicoles sans autre apport de déchets ou d'effluents. Dans les zones vulnérables, délimitées en application du décret n° 93-1038 du 27 août 1993 susvisé, la quantité d'azote organique épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épandable et par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection son plan d'épandage sur lequel sont indiqués les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>- La SARL du Domaine des Brianes dispose d'une surface d'épandage de 24 hectares cultivée en vigne</li> <li>- La SARL du Domaine des Brianes produit au maximum 495 m<sup>3</sup> d'effluents de distillerie et d'effluents vinicoles par an</li> <li>- L'ensemble représente 7,56 unités d'azote épandues par an (à 30 m<sup>3</sup>/hectares)</li> <li>- La quantité épandue est de 60 m<sup>3</sup>/ha soit 5ha10/an</li> </ul> La quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare est donc conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9/07/2009.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Stockage des vinasses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs d'entreposage des vinasses
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité minimale de stockage des vinasses est de 50 % de la quantité de vin distillé au cours de la campagne de distillation diminuée de la quantité de vinasses traitées par un procédé autre que l'épandage. Dans le cas où la quantité de vinasses épandues est inférieure à 50 % de la quantité de vin distillé, la capacité de stockage des vinasses peut être ramenée à 25 % de la quantité de vinasses produites, diminuée de la quantité de vinasses traitées par un procédé autre que l'épandage. Dans le cas où des effluents vinicoles sont stockés avec les vinasses, la capacité minimale de stockage est augmentée au minimum de 0,2 m <sup>3</sup> par m <sup>3</sup> de vin produit par les installations vinicoles

<p>du site.</p> <p>Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents.</p> <p>L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.</p> <p>Les stockages des vinasses sont étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.</p> <p>Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La distillerie et le chai disposent sur le site d'un bassin à vinasses à ciel ouvert en géomembrane de 3240 hl de capacité de charge soit 324 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ce bassin est donc étanche et aménagé de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration</p> <p>Il est, en outre, interdit d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>La quantité de vin distillé est de 3446 hl.</p> <p>la capacité de stockage nécessaire des vinasses est de 1723 hl soit 50 % de la quantité de vin distillé. La capacité du bassin de stockage de 324 m<sup>3</sup> est donc suffisante et permet de laisser du volume « vide » pour assurer la gestion des débordements et le recueil des effluents en cas d'épandage accidentel au niveau de l'aire de dépotage d'alcools.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Étude préalable à l'épandage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, caractéristiques de l'épandage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'AM du 2 février 1998, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.</p> <p>Les vinasses épandues et les sols respectent les teneurs limites en éléments traces métalliques à l'exception du cuivre dans les sols et en éléments traces organiques définies à l'annexe VII a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les parcelles ayant des concentrations en cuivre dans les sols supérieures à 100 mg/kg de matière sèche sont à exclusion du plan d'épandage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'une étude préalable à l'épandage au sein du plan d'épandage. Cette dernière précise que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'épandage est réalisé au moyen d'une tonne à lisier d'une contenance de 60 hl.</li> <li>- la dose d'apport par passage est déterminée en fonction des caractéristiques du sol et des besoins de la culture. Elle est calculée pour éviter de dépasser la capacité d'absorption des sols.</li> <li>- l'ensemble des résultats des analyses de sol des parcelles de référence montrent une teneur en éléments traces (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc) inférieure aux valeurs</li> </ul>

limites de chacun.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épandage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé ; <u>il est constitué</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une carte à une échelle minimum de 1/12500 (ou toute autre échelle plus adaptée) permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des surfaces exclues de l'épandage (cf. notamment d règles d'épandages). Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage, les points de référence et les zones homogènes telles que définies au point g ;</li> <li>- (...)d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole.</li> </ul> <p>L'étude préalable et le plan d'épandage sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils lui sont adressés sur sa demande.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan d'épandage réalisé en 2025 dans le but premier d'obtenir la Certification Environnementale Cognac (CEC). Ce plan a été transmis à l'inspection par mail du 30/10/2025.</p> <p>L'exploitant nous indique que l'épandage est réalisé par le chef de culture sur des parcelles de vignes appartenant à La SARL du Domaine des Brianes. Elle dispose ainsi d'une surface d'épandage de 24 hectares cultivée en vigne. Ce périmètre d'épandage est suffisant pour absorber l'ensemble des effluents concernés.</p> <p><b>Néanmoins</b>, l'inspection constate que ce plan a été rédigé pour une exploitation équipée de 4 alambics de 25 hl chacun.</p> <p>Eu égard à nos constats le jour de l'inspection (2<sup>ème</sup> distillerie hors service) ainsi qu'au porter à connaissance déposé le 27/11/2025 demandant l'actualisation de la SARL du Domaine des Brianes pour une seule distillerie équipée de 2 alambics de 25 hl, il est désormais nécessaire de procéder à une mise à jour dudit plan d'épandage en ce sens.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en jour le plan d'épandage en corrélation avec la réalité des installations et la nouvelle situation administrative du site reprise dans le projet d'APC joint au présent rapport</li> <li>- lui transmettre une copie de ce plan dûment révisé</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 17 : Programme prévisionnel d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 71.2.5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Epandage
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend au moins :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ;
- les préconisations spécifiques d'apport des déchets ou des effluents (calendrier et doses d'épandage...);
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.

<b>Constats :</b>
-------------------

Le plan d'épandage décrit la période d'épandage des vinasses et effluents de chai conformément à la directive nitrate pour les fertilisants de type 1 ; un calendrier d'interdiction d'épandage est réalisé en ce sens.

Cette seule indication ne constitue pas, néanmoins, un programme prévisionnel d'épandage tel que définit dans l'arrêté préfectoral du 9/07/2009.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un programme prévisionnel d'épandage conforme à la réglementation en vigueur et de lui en transmettre une copie.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 18 : Cahier d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 71.3.1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épandage
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans.

Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités de vinasses épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les vinasses, avec les dates de

prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ; • l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection son cahier d'épandage réalisé le 15/10/2024 par le cabinet Landreau situé à LEOVILLE (17500). Ce cahier comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les quantités de vinasses épandues par unité culturale ;</li> <li>• les dates d'épandage ;</li> <li>• les parcelles réceptrices et leur surface ;</li> <li>• les cultures pratiquées ;</li> <li>• le contexte météorologique lors de chaque épandage ;</li> <li>• l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les vinasses, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;</li> <li>• l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.</li> </ul> Il est donc conforme à l'arrêté préfectoral du 9/07/2009.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Cessation partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'Environnement Article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Situation Administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article <a href="#">L. 511-1</a> et, le cas échéant, à l'article <a href="#">L. 211-1</a> , lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article <a href="#">R. 511-9</a> sur une ou plusieurs parties d'un même site.  La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>1° La mise à l'arrêt définitif ;</li> <li>2° La mise en sécurité ;</li> <li>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles <a href="#">R. 512-39-2</a>, <a href="#">R. 512-46-26</a> et R. 512-66-1 ;</li> <li>4° La réhabilitation ou remise en état.</li> </ul> Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles <a href="#">R. 181-45</a> , <a href="#">R. 512-46-22</a> ou <a href="#">L. 512-12</a> .
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise à l'arrêt définitif de la 2 <sup>ème</sup> distillerie située 21 rue des Brianes –

Chez Thiboire – 17260 TANZAC modifiant ainsi la situation administrative du site (cf point de contrôle 1)

Cette mise à l'arrêt constitue donc une cessation partielle de l'activité de l'exploitant et nécessite dès lors d'effectuer les opérations prévues par l'article R.512-75-1 du Code de l'Environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de :

- procéder à la notification de la mise à l'arrêt définitif de son activité à la préfecture conformément à l'article R 512-46-25.I du code de l'environnement qui prévoit: "Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification." et,ce dans un délai de 1 mois.

- procéder à la déclaration de mise en sécurité de son installation conformément à l'article R 512-46-25.II du code de l'environnement qui prévoit: "La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.Actions de mise en sécurité (R 512-75-1): 1°L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;2° Des interdictions ou limitations d'accès ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux" et,ce dans un délai de 3 mois.

- obtenir et adresser à l'inspection une attestation de mise en sécurité via un organisme certifié conformément à l'article R 512-46-25.III du code de l'environnement qui prévoit:"Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. (attest SECUR)" et,ce dans un délai de 3 mois.

- obtenir et adresser à l'inspection un mémoire de réhabilitation via un organisme certifié conformément à l'article R 512-46-27 I du code de l'environnement qui prévoit: "Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées." et,ce, dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois